

LA DÉMISSION DU CABINET RIBOT. — LES FABLES DE M. MICHAELIS

EXCELSIOR

Huitième année. — N° 2.489. — 10 centimes.

« L'avis court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Samedi

8

SEPTEMBRE

1917

RÉDACTION : 20, rue d'Enghien, Paris
Téléphone : Gutenberg 02.73 - 02.75 - 15.00
ADMINISTRATION : 88, av. des Champs-Élysées
Téléphone : Wagram 57.44 et 57.45
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^{is} des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
PIERRE LAFITTE, FONDATEUR



MICHAELIS S'OBSTINE A VOULOIR PROUVER QUE LE KAISER NE VOULAIT PAS LA GUERRE

Une version de l'élection de M. Poincaré qui fera
sourire tout le monde.

Le chancelier Michaelis vient de faire au représentant de l'agence Wolff des déclarations qui sont un plaidoyer en faveur de l'Allemagne et un essai de réponse au président Wilson. La réponse est inefficace et le plaidoyer malheureux : M. Michaelis parle comme un pamphlétaire pangermaniste et non comme un chef de gouvernement sérieux. L'assertion d'après laquelle le général Soukhomlinof, — dont on n'a jamais tant parlé en France que depuis huit jours, — aurait fait élire le président de la République est une plaisanterie grossière indigne d'un esprit qui se respecte.

Le procès du général Soukhomlinof, l'ancien ministre de la Guerre russe, a d'ailleurs procuré au chancelier, d'une manière bien étrange, l'occasion dont il avait besoin pour tenter de déplacer les responsabilités de la guerre qui pèsent si lourdement sur l'Allemagne.

Il est surprenant, en effet, que, dès le 30 août, les journaux allemands aient reproduit, avec de très longs détails, la déposition du général Yanouchkevitch, faite à Petrograd quarante-huit heures plus tôt et dont nous n'avons pas encore, à Paris, le texte authentique. C'est sur cette déposition, venue si vite et si singulièrement entre ses mains, que le D^r Michaelis appuie sa thèse.

En substance, le 29 juillet 1914, l'attaché militaire allemand à Petrograd aurait reçu du général Yanouchkevitch, chef de l'état-major russe, l'assurance que la Russie n'avait pas mobilisé, tandis que Yanouchkevitch avait l'ordre de mobilisation dans sa poche. Il importe de noter qu'il s'agit de la déposition d'un témoin unique faite au cours d'un procès scandaleux, dans les conditions les plus troubles. Il convient donc d'attendre que les paroles du général Yanouchkevitch soient contrôlées. C'est ce dont se chargera, croyons-nous, le gouvernement russe.

Quoi qu'il en soit, le fait certain est que, dans cette même journée du 29 juillet, le comte Pourtales, ambassadeur d'Allemagne, avait fait auprès du gouvernement russe une démarche comminatoire, préface de l'ultimatum du 31 juillet. La Russie était mise en demeure de cesser ses préparatifs militaires, purement défensifs, à l'heure où l'Autriche avait procédé à sa mobilisation et où l'Allemagne annonçait la sienne. C'est donc la menace allemande qui a conduit la Russie à mobiliser, sous peine pour elle d'être surprise par une agression. Le Livre orange russe est formel à cet égard.

Si le D^r Michaelis veut discuter la question des responsabilités de la guerre, que ne répond-il plutôt à ces



GÉNÉRAL YANOUCHEVITCH
ancien chef d'état-major de l'armée russe,
trois questions essentielles que l'Alle-
magne a toujours laissées sans ré-
ponse ?

1^o Pourquoi l'Allemagne, le 29 juillet 1914, a-t-elle refusé la proposition d'arbitrage du tsar ?

2^o Pourquoi, le 31, l'affaire austro-serbe étant réglée entre l'Autriche et la Russie, l'Allemagne a-t-elle envoyé un ultimatum à la Russie ?

3^o Pourquoi, enfin, l'Allemagne a-t-elle dû invoquer des prétextes inventés de toutes pièces, tels que les avions français de Nuremberg, pour déclarer la guerre à la France ?

Tant que le chancelier n'aura pas répondu à ces trois questions, — et on pourrait encore lui en poser d'autres — il n'y aura lieu pour personne au monde de donner audience à ses plaidoyers.

Jacques BAINVILLE.

L'INTERVIEW

Voici les principaux passages de l'interview donnée à un journaliste allemand par M. Michaelis :

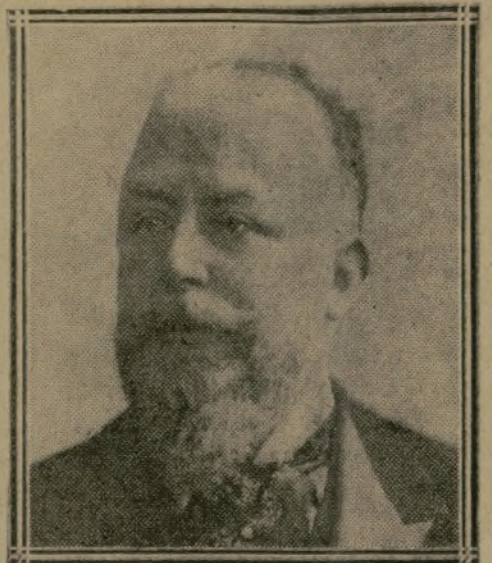
Les déclarations de l'ancien ministre de la Guerre russe et du chef de l'état-major sont de la plus grande importance. Elles auront pour effet de détruire la légende suivant laquelle l'Allemagne est coupable d'avoir commencé la guerre et elles modifieront l'opinion de l'Europe.

Il est irréfutablement établi que l'Allemagne n'a pas choisi son moment pour déclarer la guerre, mais que ce moment a été choisi, au contraire, par le parti militaire entourant le tsar.

Ce qui constitue l'importance des révélations, c'est qu'elles prouvent que le tsar, qui avait à choisir entre la paix ou la guerre, arriva à la conviction, grâce aux efforts de l'empereur, que l'Allemagne ne désirait pas la guerre, et la conséquence de cette conviction fut que le tsar donna l'ordre d'annuler les ordres de mobilisation ; mais aucun cas ne fut fait de cet ordre et même celui-ci fut contrecarré par deux criminels qui n'obéirent pas aux commandements du tsar.

Le tsar ordonna au général Yanouchkevitch de donner à l'ambassadeur allemand. Pourtales l'assurance que les vœux de la Russie étaient en faveur de la paix. M. Sazonof empêcha l'exécution de cet ordre parce qu'il craignait que l'ambassadeur, qui avait déjà rendu de grands services aux intérêts de la paix, ne prit de nouvelles mesures afin d'écarter toute menace de guerre.

Qui donc se trouvait derrière tous ces hommes d'Etat ? Ce n'était certainement pas



COMTE FRÉDÉRIC DE POURTALES
ancien ambassadeur d'Allemagne en Russie.

sous leur responsabilité qu'ils avaient poussé une puissance comme la Russie, et avec elle l'Europe, dans la guerre. Il n'est pas nécessaire de vous rappeler les relations entre le général Soukhomlinof et le groupe des chauvinistes français, M. Poincaré et ses associés.

Il est bien connu que l'élection de M. Poincaré eut lieu en vue de la possibilité d'une guerre agressive menée par la France et la Russie contre l'Allemagne et qu'à ce moment le général Soukhomlinof fut envoyé à Paris avec l'ordre de demander et d'obtenir la présidence de la République pour M. Poincaré.

Tandis que la Russie préparait la guerre agressive, des efforts étaient faits pour tromper l'Allemagne, afin de gagner du temps pour permettre à la Russie de grouper ses forces à la frontière.

La parole d'honneur de M. Yanouchkevitch restera célèbre dans l'histoire. Comme l'attaché militaire allemand le télégraphia, la parole d'honneur du chef de l'état-major concernait la déclaration que, jusqu'à l'après-midi du 29 juillet, aucun ordre de mobilisation n'a été donné. M. Yanouchkevitch déclara à l'attaché militaire allemand que les déclarations rassurantes du général Soukhomlinof du 27 juillet, au sujet des intentions de mobilisation, étaient toujours valables. Malgré cela, M. Yanouchkevitch avait l'ordre de mobilisation en poche. L'Allemagne devait être dupée par des propositions d'arbitrage à la cour de La Haye, tandis que la Russie continuait hâtivement les préparatifs de guerre.

En relation avec ceci, l'importance du télégramme du tsar à l'empereur le 30 juillet, annonçant la mobilisation russe, est évidente. Le prétexte de cette mobilisation, qui, suivant l'ukase impérial de 1912, signifiait la guerre avec l'Allemagne, était une défense contre les préparatifs autrichiens. Le tsar annonçait également la visite du général Tatischev, avec une lettre, à l'empereur. On resta le général Tatischev ? Son départ fut-il empêché par le général Soukhomlinof ou M. Yanouchkevitch, ou l'annonce de cette visite était-elle destinée seulement à leurrer l'Allemagne et lui faire croire qu'elle était en sécurité ?

L'Allemagne a été obligée d'engager une lutte formidable pour la défense même de son existence, parce qu'elle était menacée par ses voisins : la France et la Russie, qui, après au butin et au pouvoir, avaient résolu de la détruire, et aussi parce que les Allemands estimaient qu'il s'agissait d'une lutte pour l'hégémonie de l'Europe, ainsi que lord Grey l'avait affirmé.

Il ne plaisait pas à l'Angleterre de voir contester cette hégémonie qu'elle croyait sous le coup d'une menace. C'est pour cette raison qu'elle prêta aux voisins de l'Allemagne, hostiles à cette puissance, son appui pour une politique de guerre.

Ce n'est que la volonté néfaste d'ennemis criminels, désireux de la guerre, qui nous a forcés d'entrer dans une lutte sanglante pour la défense de nos vies et de notre liberté.

Le kaiser avoue

ZURICH, 6 septembre. — La Gazette de Voss se dit autorisée à annoncer que la correspondance secrète échangée entre le kaiser et le tsar et publiée par le New-York Herald est exacte.

Ce journal ajoute : « Le kaiser envoya les télégrammes en question d'accord avec le chancelier, qui était alors le prince de Bulow, et le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères. »

Tentative allemande contre la neutralité hollandaise

LONDRES, 7 septembre. — On mande de Washington aux Daily News :

On apprend des cercles diplomatiques que l'Allemagne exerce une pression sur la Hollande en vue de la décider à autoriser les sous-marins allemands à faire usage de l'Escaut, ce qui permettrait aux Allemands d'établir une base de sous-marins à Anvers. L'Allemagne promettait à la Hollande des avantages commerciaux après la guerre en échange de l'autorisation demandée.

LE MINISTÈRE RIBOT DÉMISSIONNE

MM. Deschanel et Dubost sont
appelés à Paris pour être
consultés par le président
de la République.

Les ministres ont tenu, hier matin, à l'Élysée, sous la présidence de M. Poincaré, un Conseil à la suite duquel la note officielle suivante a été communiquée :

A l'issue du Conseil, les ministres ont tenu un Conseil de cabinet sous la présidence de M. Ribot. Après examen de la situation, les ministres ont décidé à l'unanimité de remettre leur démission au président de la République.

M. Poincaré a prié le président du Conseil de ne lui remettre sa démission et celle du cabinet que le jour où les présidents des Chambres seront de retour à Paris et où il pourrait procéder aux consultations nécessaires.

M. Paul Deschanel, président de la Chambre, est, en effet, à Dinard, et M. Antonin Dubost, président du Sénat, dans l'Isère. On leur a télégraphié immédiatement pour les prier de venir conférer avec le président de la République et l'on pense qu'ils seront à Paris aujourd'hui, demain au plus tard, pour se rendre à cette invitation.

Le ministère Ribot est donc démissionnaire ainsi que nous l'avions fait prévoir. Son chef a continué, dans la journée d'hier, ses conférences avec diverses personnalités politiques. Mais il ne saurait être question d'offrir de portefeuilles avant que le président de la République fait officiellement chargé de constituer le nouveau cabinet.

L'ATTITUDE DES SOCIALISTES

Bien que la Chambre soit encore en vacances, les couloirs du Palais-Bourbon ont présenté hier après-midi une certaine animation.

Les socialistes tenaient, en effet, une réunion à laquelle on attachait une certaine importance. Car ils devaient décider s'il y avait lieu ou non d'autoriser ceux des leurs qui ont été pressentis par le président du Conseil à entrer dans la nouvelle combinaison.

Il ne s'agissait plus, cette fois, de M. Albert Thomas tout seul, mais des nouveaux ministres socialistes éventuels. On prête, en effet, à M. Ribot l'intention de faire appel à un « large concours » de socialistes. Et on sait qu'il a eu, ces jours-ci, des entretiens avec M. Arthur Groussier et avec M. Varenne.

Après une longue discussion, le groupe a eu à se prononcer sur les quatre motions qui étaient présentées :

La première, de M. Alexandre Blanc, kienthalien, hostile à toute participation, a recueilli 4 voix ;

La seconde, de M. Pressmane, minoritaire, également hostile, en a obtenu 16 ;

Une motion de M. Moutet, favorable à la participation sous certaines réserves (défense républicaine, suppression de la diplomatie secrète, etc.), a recueilli 7 voix.

La quatrième, de M. Renaudel, favorable à la participation ministérielle mais réclamant une conduite plus énergique de la guerre, a été votée par 29 voix.

Cette motion est ainsi conçue :

Le groupe socialiste déclare que, conformément aux décisions antérieures du parti, il reste prêt à une collaboration gouvernementale à la défense nationale ;

Mais il pense que cette participation avec responsabilité ne peut être, par lui, assumée de nouveau qu'à la condition qu'il soit assuré que le gouvernement dans lequel il entrerait, par l'un ou plusieurs de ses membres, mènera une action vigoureuse visant les mesures les plus énergiques et les conditions les plus favorables à la victoire dans l'ordre militaire et dans l'ordre économique, sauvegardant les libertés publiques et ouvrières, qui ne sauraient être menacées par de fausses interprétations des nécessités de la défense nationale ;

Affirmant aussi, dans la politique internationale en vue de la paix juste et durable, la volonté d'écarter les méthodes de diplomatie secrète, de maintenir les buts de guerre des Alliés dans les limites des revendications du droit ;

Le groupe déclare que, dans ces conditions, c'est avec des délégués régulièrement mandatés que devront être discutés et ses concours et les garanties qu'il entend trouver pour fortifier la défense nationale elle-même.

Après ce vote, le groupe a nommé une délégation composée de MM. Albert Thomas, Renaudel, Moutet, Adrien Veber et Hubert-Rouger pour s'entretenir avec le président du Conseil et suivre les pourparlers engagés. Ces délégués devront rendre compte de leur mission au groupe, qui siégera en permanence à cet effet.

ÉCOLE Boulevard Poissonnière, 19 PIGIER
Rue de Rivoli, 53
Commerce, Comptabilité, Sténo-Dactylo, Langues, etc.

La bataille sur le front italien



LE SAN GABRIELE SOUS LE BOMBARDEMENT

LES ARRIÈRE-GARDES RUSSES S'EFFORCENT DE CONTENIR LES COLONNES ALLEMANDES

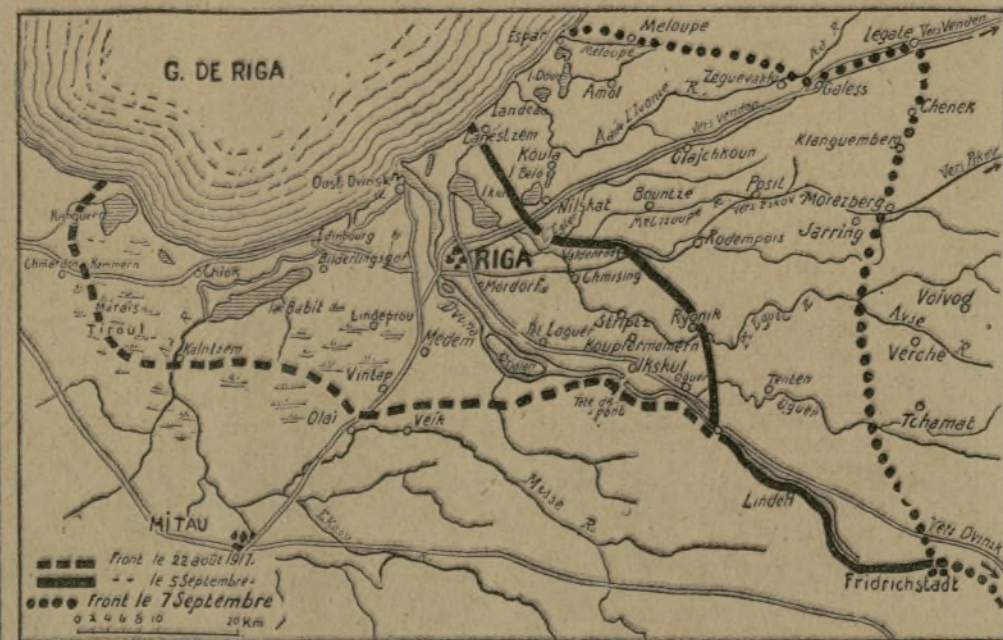
Cependant le golfe de Riga devient le théâtre
d'une grande activité navale.

A l'est de Riga, les arrière-gardes russes continuent à couvrir la retraite et contiennent l'ennemi par des contre-attaques où soldats et officiers font tout leur devoir.

L'évacuation de Riga était une opération fort difficile. Les Allemands ayant franchi la Dvina en coupant les communications avec Dvinsk, la seule route

sivement l'Aa livonien, puis la Meloupe, et se trouvait hier à la hauteur du petit port d'Espar. La deuxième colonne s'avance de part et d'autre de la route de Pskov, entre Hinzenberg et Rodenpois. La troisième remonte, vers le sud-est, le cours du petit Eguel, en menaçant de tourner la position de Dvinsk.

La seconde de ces colonnes va donner



On voit, sur cette carte que nous communiquons le bureau d'information russe, les différents progrès de la poussée allemande.

utilisable était celle de Pskov, qui, presque à la sortie de Riga, passe dans un étroit défilé, entre les lacs de Kich et d'Eguel. Cet isthme de deux kilomètres était sous le feu de l'artillerie allemande.

En raison de ces circonstances, le commandement russe avait, dès la première alerte, commencé l'évacuation. Grâce à cette rapidité de décision, elle s'est accomplie non sans peine ni sans pertes, mais la plus grande partie du matériel et toutes les unités combattantes ont pu être sauvées.

A l'heure actuelle, il semble que la huitième armée allemande, commandée par le général von Hutier, se soit divisée en trois colonnes. L'une suit le rivage, sous la protection de la flotte allemande : c'est elle qui a franchi succes-

contre le massif de collines de la « Suisse wende », où les Russes seront sans doute en mesure de la retenir, sinon de l'arrêter définitivement. Les deux autres ont pour mission de tourner cet obstacle par une marche rapide ; à chacune d'elles est adjointe au moins une division de cavalerie.

Tel est le danger. Mais il peut être conjuré. La flotte russe de la Baltique n'est nullement hors de cause et peut, en refoulant la flotte allemande, rendre impossible la progression de la première colonne, le long du rivage. La troisième colonne va s'engager dans une région marécageuse qui deviendra impraticable avec la mauvaise saison. Or les premières pluies d'automne sont déjà signalées en cette région.

Jean VILLARS.

L'affaire du chèque

Marion chez le capitaine Bouchardon

L'instruction du capitaine Bouchardon se poursuit dans le plus absolu secret. L'autorité judiciaire militaire a prescrit des mesures extrêmement sévères afin de prévenir la moindre indiscrétion qui pourrait nuire à l'information actuellement en cours.

Disons cependant que Marion, co-administrateur avec Duval du Bonnet Rouge, a été longuement interrogé hier après-midi. De nombreux scellés ont été examinés en présence de l'inculpé, et des commissions rogatoires ont été envoyées à divers parquets de province pour procéder à des vérifications. En ce qui concerne Duval apportons cette précision : sur l'inculpation d'intelligence avec l'ennemi dont il fait l'objet, se greffe aujourd'hui celle de commerce avec l'ennemi.

Autour de la mort d'Almereyda

Le juge Drioux était hier matin, à neuf heures, à son cabinet. Pendant plus d'une heure, il a entendu, hors de la présence de la partie civile, le gardien Hénin à qui sa révocation a valu d'être incorporé dans un régiment d'infanterie assez rapproché du front.

Au cours de cette audition, M. Drioux a fait venir d'urgence les détenus Bernard et Goldstein et deux autres témoins, le gardien chef Leydet et le gardien Michel.

Une confrontation générale a eu lieu, à laquelle assistait le docteur Dervieux, médecin-légiste.

Le magistrat instructeur a immédiatement communiqué au parquet le résultat de ces auditions et confrontations.

Il se pourrait que l'instruction fût définitivement close aujourd'hui par une ordonnance de non-lieu.

Un étrange pari sur la mort de Kitchener

LONDRES, 7 septembre. — On connaît la rumeur qui a couru à différentes reprises en Angleterre, et selon laquelle lord Kitchener aurait échappé au drame mystérieux de la mer du Nord et serait encore vivant.

Cette opinion qui ne repose sur aucun fait précis a été récemment fortifiée par les déclarations de miss Parker, sœur du maréchal, qui a exprimé sa conviction que son frère n'était pas mort.

Aujourd'hui le Liverpool Echo raconte que le client d'une grande compagnie d'assurance a demandé dernièrement quel serait le taux d'une police basée sur le fait que lord Kitchener était encore vivant à la date du 31 août 1917. Il se réserve de pouvoir faire la preuve de ce fait, dans un délai de trois mois après la signature de la paix.

Les évaluateurs du Lloyd d'assurance ont fait savoir qu'ils étaient prêts à accepter cette police pour une somme de 250.000 francs à 5 % de prime. L'affaire a été immédiatement conclue, et elle est vivement commentée ici, car elle indique que les milieux financiers évaluent à 400 contre 1 les probabilités de la mort de l'ancien ministre de la Guerre.

Les femmes des combattants voteront au Canada

OTTAWA, 7 septembre. — Le gouvernement annonce que, en vue des prochaines élections fédérales, il compte accorder le droit de vote aux femmes, mères et filles des soldats servant à l'étranger, ainsi qu'aux veuves de ceux qui y ont été tués.

Perd le droit de vote tout individu refusant de servir par scrupule de conscience, ainsi que tout étranger naturalisé après 1902.

